

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 184 - VENDREDI 28 JUIN 2013

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

À les voir se bousculer au Qatar, on se dit que l'intégrisme leur est moins pénible au soleil !

## AGENDA MILITANT

→ 28-29 juin

Avignon [Mehadrin hors de Palestine](#)

→ 29 juin

Nice [Salaire, emploi](#), avec Bernard Friot

→ 30 juin

Gennevilliers [Faites de l'égalité](#)  
Nanterre [Gauche citoyenne fête ses 30 ans](#)

→ 3 juillet

Rennes [Assemblée citoyenne Front de gauche](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ À voir, à lire

[Les fausses leçons de Villeneuve-sur-Lot](#),

Roger Martelli

[Exiliados !](#)

[Horschamp - Cassandre n° 94](#)

→ Débats

[Simplification : danger !](#), Henri Clabé

[Carte blanche à Christophe Bregain](#)

## Le coeur de la République, c'est l'égalité des droits de tous les citoyens

Le 6 juin dernier, l'UMP a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi pour interdire les signes religieux dans les entreprises. Nous nous sommes opposés à cette proposition qui détourne le principe de laïcité de son sens. La droite s'est saisie du jugement rendu dans l'affaire de la crèche Babyloup pour caricaturer une nouvelle fois la question du port du voile et montrer du doigt les musulmans.

Nous combattons cette stratégie qui vise à rallier les électeurs du Front national en jouant sur les peurs et les divisions.

Aujourd'hui, les violences et les discriminations à l'encontre des citoyens de confession musulmane sont réelles. Le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme démontre une augmentation préoccupante. Récemment, à Argenteuil, une jeune fille a été agressée dans la rue simplement parce qu'elle portait un voile.

La droite sarkozyste porte une part de responsabilité dans ce climat délétère. Rappelons-nous également les discours inacceptables désignant les immigrés comme des boucs émissaires et excluant l'homme africain de l'histoire.

Les instrumentalisation du principe de laïcité ont dévoyé ce mot, qui renvoie désormais à l'idée d'exclusion d'une partie de la population française. Nous le regrettons. La laïcité doit être un outil pour permettre le vivre ensemble, dans un esprit de tolérance et d'ouverture. Historiquement, notre République l'a mise en place pour garantir la liberté de conscience (religieuse et philosophique). Il s'agissait d'un droit pour les croyants et les non-croyants : celui de ne pas être discriminé par l'État en raison de ses convictions. Dans ce but, la laïcité a imposé aux agents du service public une obligation de neutralité (religieuse et politique) dans leur mission, et uniquement dans ce cadre.

À ce titre, nous sommes opposés à la proposition de loi adoptée au Sénat par les socialistes et les radicaux de gauche, qui interdit le port du voile par les assistantes maternelles à leur domicile. De la même manière, nous serons extrêmement vigilants à la future loi annoncée par le gouvernement pour renforcer la laïcité, en refusant tout élargissement à la sphère privée.

À une laïcité excluante, nous préférons le visage d'une République du respect, de l'ouverture et de l'égalité.

● François Asensi



Député de Seine-Saint-Denis

● Clémentine Autain



Députée suppléante

(Texte repris du tract distribué dans la circonscription de Sevrans, Tremblay et Villepinte)

# L'inflexibilité illusoire d'Erdogan face aux transformations de la Turquie

**Si le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a semblé reprendre la main après les mobilisations populaires massives de juin, il apparaît pour la première fois depuis 2002 dépassé par une société en pleine transformation.**

## Chronologie

<b>Oct. 1923</b>	Proclamation de la République. Mustafa Kemal (Atatürk), 1 <sup>er</sup> président de la République	<b>Mars 1994</b>	Victoire des islamistes aux élections municipales.
<b>1925</b>	Répression de la révolte kurde	<b>Déc. 1999</b>	L'UE accepte la candidature de la Turquie, mais fixe des conditions à son entrée
<b>1934</b>	Droit de vote et d'éligibilité des femmes	<b>Août 2002</b>	Abolition de la peine de mort sauf en temps de guerre (2004, abolition totale)
<b>1937</b>	Amendement constitutionnel faisant de la Turquie un État « <i>républicain, nationaliste, populiste, étatiste, laïque et réformateur</i> »	<b>Nov. 2002</b>	Arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement, islamiste). Erdogan devient 1 <sup>er</sup> ministre
<b>1959</b>	Candidature du pays pour devenir membre de la CEE	<b>2007-2008</b>	Manifestations massives pour défendre la laïcité
<b>Août 1984</b>	Début de la guérilla menée par le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan	<b>Mai-Juin 2013</b>	Manifestations à Taksim (Istanbul), puis dans de nombreuses villes

L'étincelle a été la répression contre des manifestants qui protestaient, le 28 mai dernier, contre le projet de transformation du parc Taksim Gezi, situé sur la rive nord de la Corne d'or d'Istanbul, côté européen, en centre commercial. Mais le mouvement turc vient de loin, et il a de multiples racines, ce qui explique son retentissement dans de nombreuses villes turques. Tout d'abord, il n'a pas lieu dans un pays sous-développé, dans une dictature totalement verrouillée, ni dans une société bloquée. Au contraire, il a lieu dans un pays en cours de transformation.

### Développement des villes, dynamique économique

Ce qui est le plus visible aux yeux de n'importe quel touriste, c'est l'ampleur des travaux d'infrastructures et des chantiers d'habitations. Toutes les grandes villes sont en mutation. Des nouveaux quartiers sortent de terre, le secteur des services explose, et dans le même temps, la Turquie fabrique et exporte beaucoup à moindre coût. Au total, il existe un puissant décalage entre les villages, qui restent profondément ●●●



La réponse du Premier ministre Erdogan (AKP) à la mobilisation populaire.

●●● traditionnels, et le phénomène urbain, qui cependant reproduit et amplifie en ville des inégalités profondes. Ces dernières apparaissent crûment à n'importe quel observateur : dans les capitales régionales, d'immenses faubourgs et quartiers à habitat dégradé jouxtent les tours destinées à de nouvelles populations qui accèdent à la propriété. On croit d'ailleurs reconnaître un peu partout les futures cités dortoirs stigmatisées en France à partir des années 80.

Le mouvement n'intervient pas non plus dans un pays sous-développé au plan éducatif. En amont du développement économique puissant - la Turquie est la 18<sup>e</sup> puissance économique du monde, du moins en terme de PIB - il existe là un élan éducatif, avec un accès massifs aux études supérieures. La Turquie est le 29<sup>e</sup> pays pour l'accès à une formation secondaire, le 26<sup>e</sup> pour l'accès à l'Enseignement supérieur. Soulignons cependant que l'indicateur de développement humain (IDH) des Nations unies, qui combine l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie, classe la Turquie en 90<sup>e</sup> position mondiale. Cela relativise quelque peu le succès, célébré par les libéraux européens, de la dernière décennie.

Le mouvement n'intervient pas non plus dans une dictature religieuse. Contrairement à une image véhiculée par certains médias européens, la Turquie n'est pas une théocratie où l'Islam règnerait par la force. D'une part, on est loin d'un pouvoir politique tel que celui de l'Iran, qui impose la charia (c'est-à-dire qui autorise et interdit des comportements à la fois dans la vie publique et dans la vie

**L'explosion sociale  
n'a pas eu lieu  
dans un pays bloqué,  
mais dans un pays  
en pleine transformation  
économique, sociale  
et culturelle.  
Elle ne sera  
donc pas sans  
lendemains.**

privée). Istanbul est ainsi une ville emblématique d'une très grande diversité culturelle, et cela depuis des siècles et malgré les tournants successifs de l'histoire. Et l'on peut citer des exemples précis de la grande tolérance des Turcs :

dans les années 70 et 80, il y avait déjà à Istanbul des commerces et des lieux gays (il y en a toujours) ; ●●●

### Quelques repères

- République de Turquie
- 75,6 millions d'habitants
- Capitale : Ankara (4,5 millions d'habitants)
- Population urbaine : 75 % des habitants
- Espérance de vie : 71,5 ans pour les hommes, 76,1 ans pour les femmes
- 21<sup>e</sup> pays du monde pour l'obtention d'un diplôme de l'Enseignement supérieur
- 18<sup>e</sup> PIB mondial mais 90<sup>e</sup> pour l'Indice de développement humain (IDH)
- 1<sup>re</sup> puissance économique du Moyen-Orient, devant l'Iran et l'Arabie saoudite
- Principal pôle économique, financier et culturel : Istanbul (12,6 millions d'habitants)



Des manifestations monstres considérées par le pouvoir comme des « opérations terroristes » menées par des « racailles ».

●●● autre exemple : dans toutes les villes turques, y compris celles ayant une tradition religieuse très forte, telle Konya, la diversité et la tolérance vestimentaires sont de mise. Et les visiteurs sont d'ailleurs surpris de l'absence de tensions urbaines, qui - pointons ce sujet au passage - pourrait faire réfléchir sur le rôle de l'économie informelle, omniprésente et tolérée.

Cependant, depuis 10 ans, l'influence politique de la religion s'accroît au profit du pouvoir central. Erdogan est un homme issu d'une droite dite modérée, libérale au plan économique mais soucieuse de résultats sociaux et de lutte contre la corruption (face à des partis laïcs précédemment discrédités). Comme maire d'Istanbul, il a porté des évolutions sociales importantes tout en développant, à plusieurs occasions des options conservatrices en matière de mœurs et de religion. Ainsi, son mandat de mairie s'est-il terminé en 1998 après qu'il ait repris, lors d'un meeting, ces mots d'un poète nationaliste, Ziya Gökalp : « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupôles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats.* » Beau programme militaro-religieux !

### Des résistances puissantes

Voilà qu'après 11 ans de pouvoir et de succès électoraux croissants, le premier ministre marque depuis quelques temps des intentions de plus en plus fortes, qui heurtent de fond la culture de toute une partie de la société turque, et

**Le pouvoir entend relancer sa légitimité en incarnant, à la fois, la modernité représentée par l'intégration dans l'Union européenne et les racines culturelles et religieuses du pays. Mais Erdogan commence à prendre du retard sur la société**

tout particulièrement d'une partie de la jeunesse dont les yeux et les pensées sont tournées vers Internet et l'Europe. En 2007 et 2008 avaient eu lieu des mobilisations massives pour dénoncer la volonté d'autoriser le port du voile à l'université ? La continuité étant la base

de son succès, Erdogan n'a nullement changé d'objectif. On citera à titre d'exemple parmi d'autres ces propos tenus début 2012 : « *Attendez-vous du parti conservateur et démocrate AKP qu'il forme une génération d'athées ? C'est peut-être votre affaire, votre mission, pas la nôtre. Vous ne voulez pas d'une jeunesse religieuse, la voulez-vous droguée ?* »

Où le pouvoir s'est crispé devant les évolutions de la société - crainte de perdre la main ? -, ou il révèle son projet initial. Ou les deux. Erdogan évoque ainsi, en novembre dernier, l'idée de réintroduire la peine de mort, sous prétexte de lutte contre le terrorisme : « *Le pouvoir de pardonner un meurtrier appartient à la famille de la victime, pas à nous. Nous devons faire les ajustements nécessaires. (...)* La peine de mort existe aux États-Unis, en Russie, en Chine, au Japon. Donc nous devons réévaluer notre position. » Il s'agissait alors, contre une mobilisation des prisonniers kurdes du PKK (lire l'encadré), de flatter le point de vue hostile aux Kurdes d'une partie de la population. La force de ces positions est de s'inscrire à la fois dans la culture politique issue d'Atatürk - une « *République nationaliste, populiste, étatiste...* » et dans ●●●



Erdem Gunduz, jeune chorégraphe stambouliote, a inauguré une nouvelle forme de protestation dans l'espace public : « *l'homme* (ou la femme !) à *l'arrêt* », debout, figé longuement sans rien dire.

## Deux talons d'Achille de la Turquie d'Erdogan

Pays jeune et moderne, pays en développement, la Turquie n'en a pas moins deux sérieux talons d'Achille. Le premier concerne le manque de démocratie. D'un côté, il existe bien un relatif pluralisme politique et des confrontations électorales. Une myriade d'organisations d'opposition s'expriment publiquement – sous réserve qu'elles ne gênent pas vraiment le pouvoir – et les luttes issues de la société civile sont nombreuses. On note que la gauche laïque ne parvient pas à devenir une force politique. De l'autre, les journalistes sont surveillés et réprimés, et de nombreux militants sont harcelés, ce qui donne lieu à des procès grotesques destinés à désigner les ennemis de l'intérieur (avocats, journalistes, intellectuels, étudiants). Sous la direction du premier ministre Erdogan, qui fut auparavant maire d'Istanbul, l'une des mégalopoles les plus cosmopolites du monde, le gouvernement a ainsi privilégié le discours de la force brutale contre les « *terroristes* » opposés au projet de transformation du parc Taksim Gezi d'Istanbul et à la répression.

Le second talon d'Achille du pouvoir concerne la question kurde. Pour mémoire, à la suite de la dislocation de l'empire ottoman, les Kurdes se sont retrouvés sans territoire autonome. Le pouvoir turc, dès Atatürk et continuellement depuis, leur a toujours dénié le droit à l'autodétermination

et à l'autonomie, exerçant par vagues successives des répressions massives. En 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui revendiquait alors l'indépendance – engage une guérilla, qui a fait dans les années suivantes plus de 42 000 victimes. Au cours des toutes dernières années, un virage a été amorcé, qui s'est concrétisé par la décision récente du PKK, portée par le leader Ocçalan qui purge une peine de prison à perpétuité, de retirer ses forces armées de la Turquie. Ainsi, Erdogan, qui a marqué des points sur ce dossier majeur, y compris contre les points de vue nationalistes radicaux issus de son camp, se trouve maintenant devant la question des contreparties en faveur des droits des Kurdes, alors même qu'il n'a pas hésité parfois à les stigmatiser par opportunisme. Le chemin à parcourir reste long, et l'on peut craindre que la tentation nationaliste et populiste, qui s'accroît dans l'identité politique d'Erdogan, vienne nuire à ce processus.

Encore un paradoxe, cependant : c'est dans le même pays que se produisent actuellement des avancées vers une solution pacifique à un conflit séculaire et la répression massive du mouvement des dernières semaines.

● G.A.



Le portrait de Mustafa Kemal (Atatürk) sur un drapeau porté par un manifestant... référence incontournable du combat pour la laïcité, au sein d'une Turquie qui cependant se cherche ?

●●● une orientation religieuse - concrétisée par une action sociale sur le terrain. Notons qu'une telle prise de position, qui avait alors une vocation intérieure, tourne radicalement le dos à l'Union européenne, dont les exigences vis-à-vis d'Ankara portent principalement sur les droits humains (et sur le problème chypriote). Un bon indice de l'évolution du régime dans la prochaine période sera la reprise ou non de ce projet de remise en place de la peine capitale.

Enfin, le Premier ministre a fait adopter, pendant la mobilisation populaire de Taksim, une loi pour interdire la vente d'alcool dans tous les commerces, entre 22 heures et 6 heures du matin et en permanence à proximité des établissements scolaires et des mosquées. Il s'agit là aussi de rechercher l'adhésion d'une majorité des Turcs, réceptifs aux arguments religieux et... (soi-disant) sanitaires. Mais, là encore, Erdogan se met en retard sur une société qui change. Peut-être le Premier ministre

ne mesure-t-il pas que la perte d'influence de l'armée, traditionnellement acquise à la laïcité, et l'affaiblissement des contre-pouvoirs institutionnels, qu'il a voulu, ont commencé à être remplacés

**Si Erdogan confirme ses options - libérales au plan économique et peu ambitieuses (euphémisme !) pour la démocratie -, il trouvera de nombreux amis parmi les dirigeants européens.**

par d'autres formes de luttes issues de la société civile. Nous verrons dans la prochaine période si sa volonté de réduire les pouvoirs du Parlement au profit d'un régime présidentiel, dans la ligne d'une conception très personnelle du pouvoir, aboutira à un nouveau bras de fer dans la

société, voire à une crise politique, ou si le déficit de mobilisation directement sur les enjeux de politique institutionnelle lui laissera le champ libre.

Au total, Erdogan entend relancer sa légitimité en incarnant, à la fois, la modernité représentée par l'intégration dans l'Union européenne et les racines culturelles et religieuses du pays. Comme l'écrit Tristan Coloma dans *Le Monde Diplomatique* (juillet 2013) : « M. Erdogan se façonne une image d'homme politique religieux, en mesure de s'adapter à la mondialisation ». Cependant, le rapport à la religion change, lui aussi. Dans un pays où 96 % des habitants se déclarent musulmans, les pratiques religieuses ont commencé à reculer. Ainsi, à Istanbul durant le ramadan, période de mobilisation intense des croyants, au moment où de nombreuses familles viennent partager le diner à la tombée de la nuit sur les pelouses voisinant les mosquées, la foule déborde tout autant dans les quartiers modernes comme n'importe quels autres soirs ●●●

●●● de l'année. Ainsi, les effets profonds de l'évolution des valeurs ne manqueront pas de s'exprimer, tôt ou tard.

Reste le lien à l'Europe. En 1959, déjà, la Turquie était candidate pour intégrer la Communauté économique européenne. Quarante années plus tard, fin 1999, l'Union européenne validait sa candidature, sous conditions. Puis les pays hostiles et certains politiques en particulier, comme Nicolas Sarkozy - pour des raisons à la fois xénophobes et électorales -, ont tout fait pour torpiller ce projet. Bonne nouvelle : de nouvelles négociations sont annoncées pour octobre 2013. Peut-être peut-on parier que si Erdogan confirme ses options - libérales en économie et peu ambitieuses pour la démocratie (euphémisme !) -, il trouvera de nombreux amis parmi les dirigeants qui soutiennent les politiques austéritaires et les régressions démocratiques qui les accompagnent ?

● Gilles Alfonsi



### Mieux qu'un dossier : un voyage

Si vous n'avez pas encore arrêté votre destination pour les vacances, alors *Cerises*, qui ne fraye pourtant avec aucune agence de voyage, vous donne ce conseil : rendez-vous à Istanbul et, si vous en avez le temps, rendez-vous dans la Turquie intérieure. Après seulement trois heures d'avion si vous partez de Paris, vous vous trouverez à la fois dans un pays proche et différent, dans une extraordinaire cité cosmopolite, où sont voisins les extraordinaires vestiges de l'empire ottoman, la modernité et la jeunesse d'un pays en plein développement, une implantation spatiale à couper le souffle et une ambiance très attachante.

En sortant des sentiers réservés aux touristes, qui sont cependant eux-mêmes saisissants de beauté autant qu'ils sont chargés d'histoire, vous verrez très vite ce que ce dossier exprime : le tiraillement d'un peuple, d'une culture, entre une identité, des identités fortes, héritage d'une histoire et d'une situation géostratégique très présente - à cheval entre l'Orient et l'Occident - et l'aspiration d'une partie du pays à des modes de vie inspirés de l'Europe et des États-Unis. Ainsi, entre le meilleur - accéder à l'éducation, valoriser la personne, vivre ensemble - et le pire - renforcement des inégalités, croissance peu soucieuse de l'écologie -, la Turquie se cherche un avenir que le mouvement récent a souhaité très différent de celui - libéral au plan économique et antilibéral au plan des droits humains - voulu par Erdogan.

● G.A.



## Guillevic, vivre en poésie

**C**ette chronique pourrait porter en sous-titre : du « changer la vie » de Rimbaud au « vivre en poésie » de Guillevic ou le réel gagné.

Eugène Guillevic appartient, avec Follain et Ponge, à une génération qui, après le grand voyage dans l'imaginaire du surréalisme, opère un retour sur terre. À la manière d'Antée qui avait besoin de toucher le sol pour reprendre des forces, avec eux, la poésie française retrouve vigueur au contact de la matière, des choses, des réalités en apparence les plus humbles. Chez Ponge, cela prend l'allure d'une tentative d'approcher le réel, comme par cercles concentriques, au moyen de l'écriture, dans une démarche qui n'est pas sans évoquer celle de la science. Mais plus il s'en approche, plus le réel tend à s'échapper au profit de la réalité même des mots. Chez Guillevic, la démarche est tout autre. Lors de l'une des discussions que nous avons eues, il m'avait dit (et ce n'était pas qu'une boutade) : *"Ponge tourne autour des choses... Moi, je suis dedans"*. Sa démarche est en effet plus celle d'un moraliste que d'un scientifique. Il s'identifie au monde naturel et en tire une morale. Comme l'ont toujours fait les fabulistes, il se sert des choses pour dire le monde humain. Mais,

en même temps, (dépassant l'anthropomorphisme de la fable), il se met à l'écoute de la nature et apprend d'elle. Il est assez frappant de constater que, pour lui comme pour la plupart des poètes de sa génération, le réel qui entre dans le poème est celui des objets, des choses animées et inanimées, beaucoup plus que le réel social. Bien que Guillevic ait travaillé une bonne partie de sa vie comme économiste, l'économie et la vie sociale ne lui fournissent pas directement la matière de son inspiration. Lui-même m'avait dit, lors de la même conversation, (ou d'une autre, je ne sais plus bien...) qu'il ne savait pas écrire de poèmes politiques. Il entendait par là de *"poèmes directement inspirés par la politique"*. Ce n'était pas dans sa bouche condamnation de la poésie politique mais simple constat personnel. (Il faut dire que quand il s'y était essayé, dans les années cinquante, sans doute sous l'influence d'Aragon, cela ne lui fut guère profitable. Je pense à ses sonnets qui témoignent de sa dextérité d'artisan du vers mais aussi, de son aveu même, d'un moment de *"basses eaux"* du point de vue de l'inspiration, un moment où il se cherchait et n'était pas tout à fait lui-même.)

Mais qu'on ne s'y trompe pas : toute son œuvre est politique. Lui aussi, com-

me Rimbaud, veut changer la vie. Il veut même faire de notre planète une "Terre à bonheur" et il n'ignore pas ce que cela commande d'action collective et de recours à la politique. Son engagement communiste fut assez long et marquant pour qu'on ne l'ignore pas.

Mais, à la différence de Rimbaud, et plus tard des surréalistes, pour lui, la vraie vie n'est pas "ailleurs". Elle est ici. Comme toute grande œuvre, sa poésie est porteuse d'un contenu philosophique latent. Celui-ci est double. C'est d'abord le mouvement de reconquête du réel. Cette dimension est la plus évidente. Sans doute aussi la plus urgente. C'était essentiel dans les années cinquante mais cela le reste aujourd'hui. Face à la domination des univers virtuels et préfabriqués, la poésie peut être une cure de réel. Cela ne va jamais de soi. Pas plus pour Guillevic que pour quiconque. Lui a dû longtemps lutter contre le sentiment d'être exclu du monde. Eugène le "bien né", comme le dit son prénom, eut longtemps le sentiment de ne pas être si bienvenu. Depuis *Terraqué*, sa poésie dit à la fois le sentiment de l'altérité du monde (avec l'angoisse que cela engendre) et la lente conquête de notre place dans le cosmos. Dans *Quotidiennes*, il écrit : *"Autrefois / quand j'étais gamin / je me sentais étranger au monde"* ●●●





●●● / *C'était comme si je n'en étais pas / Et je me suis appliqué / à m'incorporer à ce tout* ».

« *Vivre tout événement quotidien dans les coordonnées de l'éternité*, dit-il, *c'est pour moi la poésie* » (1).

Dans le même temps, cette inscription dans le cosmos ne se réduit pas à l'acceptation passive et contemplative du monde. Toute l'œuvre de Guillevic est un éloge de la verticalité, de l'aspiration à se redresser, de l'utopie même. L'exemple qu'il puise dans la nature, c'est l'effort permanent pour être, vivre, lutter, grandir.

« *Il y a de l'utopie dans le brin d'herbe* », écrit-il ainsi.

Et cette quête du réel et de ses leçons, à travers la poésie, est une expérience vitale. *Vivre en poésie* est d'ailleurs le titre du livre d'entretiens qu'il a publié (et qui est un des plus beaux livres que je connaisse sur ce qu'est la poésie ; à la fois simple et profond, comme il était). Et ce titre définit bien son projet.

Mais peut-on vivre en poésie ? Si vivre en poésie est vivre le miracle permanent, l'émerveillement permanent devant l'extraordinaire, sans doute pas.

(Les poètes vivent aussi le prosaïsme de la vie quotidienne. Ils travaillent, font des courses, accomplissent de nombreuses tâches routinières. Et s'ils sont poètes, c'est souvent parce que cette routine est pour eux pénible). On ne vit pas vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans l'émerveillement du poème, Mais on l'espère et on le guette, comme un pêcheur. La leçon particulière de Guillevic est que cet émerveillement n'est pas à rechercher dans la fuite du réel ou dans le surréel, mais dans le réel lui-même. La poésie est cette pratique (qui peut être considérée comme une forme d'ascèse) qui consiste à se mettre en état d'ouverture au monde, de disponibilité envers le réel et les autres, d'attention au vivant. Et qui permet par là-même de se transformer, de s'ouvrir, d'aimer et de grandir.

Du bonheur, il dit : « *Je crois le bonheur possible. Je crois possible le sentiment, la sensation du bonheur. Il faut y mettre de la volonté. Il n'y a pas de bonheur sans volonté de bonheur, sans lutte et volonté de le sentir, de l'acquérir, de le garder.*

(...) *Le mal, pour moi, c'est la tristesse. La tristesse est un mal moral. (...) La vie est tragique, alors, vivons la tragiquement ; mais pas tristement. S'affliger, voilà la pire des afflictions.* » (1)

Dans une société passablement déshumanisée, où il faut aller toujours plus vite, se montrer efficace et rentable, toujours tendu vers l'objectif à réaliser, et de plus en plus imperméable aux autres, à l'empathie et à la solidarité, la poésie réapprend la lenteur, l'écoute, elle réapprend ou apprend à sentir, à éprouver, à partager le goût du bonheur. Par le poème, nous faisons la conquête du monde en nous ouvrant à lui, en nous laissant envahir par le monde. Par la pratique et la fréquentation de la poésie, nous vérifions que nous sommes humains et si chaque individu est une histoire singulière et concrète, nous vérifions que nous sommes tous à peu près semblables. La grande force actuelle de la poésie - et sa nécessité - c'est cette capacité à défendre l'humanité en nous. Cela rejoint Hugo quand, dans la préface aux *Contemplations*, il écrivait : « *Insensé qui crois que je ne suis pas toi* ». Mais c'est aussi, après Guillevic, une des tendances majeures de la poésie d'aujourd'hui. En France et dans le monde.

● Francis Combes



(1) *Vivre en poésie*, p. 225, éditions Le Temps des Cerises.

# Τυροπιτάκια

## Forte de son antique énergie (1)

Un rapport - non contesté - d'ATTAC-Autriche montre que plus des ¾ des fonds débloqués par l'Union européenne et le FMI depuis 2010 ont bénéficié directement ou indirectement au secteur financier.

James Galbraith et Yanis Varoufakis, deux économistes classés hétérodoxes par la presse bien-pensante, écrivent dans une tribune publiée par le *New York Times* : « *Seul, Syriza peut sauver la Grèce [et c'est] le meilleur espoir de l'Europe.* »

Pendant que le Pasok moribond trouve encore urgent de grappiller quelques sièges ministériels devenus vacants, les Grecs suivent massivement les émissions pirates de la TV nationale.

Et les salariés des ensembles musicaux d'ERT demandent que leur entreprise devienne « *un audiovisuel public autogéré, ouvert aux grands problèmes éprouvés par la société* » [...] sous l'égide d'un « *conseil administratif révocable, élu directement par le peuple et chargé d'assurer pluralité et pluralisme.* »



● Gilles Boitte

(1) allusion à l'hymne national grec

# Bienenstich

## Vie privée au travers d'un certain PRISM

Les Allemands ont déjà eu à subir - pas tous - l'intrusion du Service fédéral de renseignement, le *BND*, dans leur vie privée ou professionnelle : écoutes, micros baptisés "punaises", et toutes sortes de dérapages. Les méthodes ont évolué avec l'Internet. Ce n'est qu'en 2008 que la Cour constitutionnelle fédérale a consacré comme "droit fondamental" la garantie de « *confidentialité et d'intégrité des systèmes technologiques d'information* ».

Et voilà que les Allemands découvrent que le système informatique d'espionnage américain PRISM engrange dans le monde entier les informations personnelles transitant sur l'Internet et par téléphone. Ces « *données brutes* » ne seraient pas transmises aux services allemands, mais seulement des indications sur les « *menaces* » et « *personnes dangereuses* ». Obama, mi-juin à Berlin, a affirmé que cet espionnage était nécessaire dans la lutte contre le terrorisme. Beaucoup en Allemagne s'inquiètent du glissement progressif vers une banalisation de la surveillance au nom d'une prétendue sécurité.



● Michèle Kiintz

## Une grève de la faim pour l'éducation dans les Ardennes

Jusqu'où un gouvernement "socialiste" peut-il aller dans la poursuite de la politique de destruction du service public d'éducation de proximité initiée sous Sarkozy. Jusqu'à laisser dépérir un père de famille ? C'est la question que pose l'immobilisme du gouvernement face au climat délétère dans lequel parents d'élèves, enseignants et élus de quatre sites d'enseignement du nord au sud affrontent depuis des mois l'administration locale de l'Éducation nationale d'imposer à marche forcée un véritable plan de désertification scolaire de ce département déjà martyrisé par la crise, avec des méthodes d'une brutalité inouïe. Situation que M. Emmanuel Jacquemin, élu de la région de Sedan, a entrepris de dénoncer en s'engageant le 1<sup>er</sup> juin dernier dans une grève de la faim. Il entre aujourd'hui dans son 26<sup>e</sup> jour de jeûne. Face à cela les autorités du Rectorat de l'académie de Reims, avec à leur tête M. Philippe-Pierre Cabourdin, ancien directeur de la PJJ, conseiller à la cour des comptes, premier recteur sans doctorat nommé par Sarkozy et maintenu par Hollande, campent obstinément sur leurs positions en continuant de jeter de l'huile sur le feu, sans que leur ministère de tutelle leur ait enjoint, à ce jour, d'arrêter le délire !

Prenez le temps de lire (1) le texte d'alerte que j'ai adressé aux groupes communistes démocrates et républicains de l'Assemblée et du Sénat ainsi qu'à *L'Humanité* et *Médiapart* : cette situation est invraisemblable et en dit long sur la réalité de la politique scolaire de ce gouvernement derrière les effets d'affichage (l'éducation comme priorité nationale, etc.) et sur la manière dont perdure la violence des méthodes d'imposition de la RGPP (2) en dépit du "changement" promis : on ne l'a même pas dans la forme à défaut de l'avoir dans le contenu !

Nous avons besoin d'urgence de relais médiatiques et politiques nationaux ! À L'AIDE !!!

● Frédéric Thibault

(1) Voir sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Éducation"

(2) Révision générale des politiques publiques

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)